

RÉVOLUTIONNAIRE VERS LE SOCIALISME

dernier, mais de trouver les modes concrets assurant la transition entre la situation actuelle et la période de réalisation du socialisme.

Mais comment ce gouvernement assurerait-il pratiquement cette transition? Par la nature de son programme? L'Unità rejette expressément cette idée, puisque les seules mesures proposées sont des « réformes de structure », « anti-monopolistes » (et non anti-capitalistes). Par ses méthodes d'action? Il s'agit essentiellement de demander l'application intégrale de la Constitution Italienne. Autrement dit, les objectifs que se fixe le PC italien consiste dans la réalisation d'un plan de réformes, réalisé par une mobilisation des masses ne dépassant pas le cadre légal. Ainsi serait franchie une étape: la réalisation de réformes de structures permettra un « changement de la direction politique », prélude lui-même, de par « la logique de la lutte », à des combats politiques se situant à un niveau plus élevé. Plus que de transition, il faut parler ici de paliers successifs sur la voie du socialisme. Et l'on est en droit de demander aux communistes italiens quelle garantie ils auront du passage successif de palier en palier, d'étape en étape.

Ne peut-on penser, ainsi que l'indique justement Garaudy (une fois n'est pas coutume), que les réformes visées par L'Unità serviront plus au replâtrage du capitalisme qu'à la réalisation?

A cela, les Italiens ont une réponse uniforme: « Ce qui décide, c'est le caractère du gouvernement et du pouvoir ». On ne peut mieux! Mais pour

quel gouvernement et pour quel pouvoir vous battez-vous? L'Unità reste dans le vague: alliance avec les classes moyennes, mobilisation ouvrière, etc. Autant de fadaïses tant que ces alliances nécessaires ne trouvent aucune expression politique concrète. Et il est à craindre que le gouvernement réclamé par Togliatti soit un gouvernement « d'ouverture à gauche », c'est-à-dire d'alliance avec la « gauche » démocrate-chrétienne, tel que le prévoient les derniers Comités Centraux du PC Italien. Dans ce cas, il y aurait d'ailleurs concordance entre la nature du programme proposé et celle de la coalition recherchée.

POUR UN PROGRAMME DE TRANSITION.

La conclusion la plus immédiate de cette discussion, c'est en terme de bon sens commun qu'il faut l'exprimer: renvoyons dos à dos les deux parties qui cachent sous le masque de la rigidité théorique ou de la souplesse pratique la même absence de politique et le même manque de résultats. Car les amateurs d'« efficacité » ne peuvent plus, après la rupture de Pacte d'unité d'action, après les échecs dans les élections d'entreprise, trouver à Rome la conciliation de leurs déboires parisiens.

Mais que faire? Y a-t-il une opposition insurmontable entre la fidélité aux principes et l'action immédiate? Non; mais, là encore, il n'est pas de recette magique, si ce n'est la référence aux classiques du marxisme, et l'analyse concrète de la situation. L'opposition entre le programme maximum et le programme minimum, chère aux sociaux-démocrates,

et, maintenant, à bien des leaders staliniens, n'a plus aucune valeur réelle. Nous sommes à l'époque de la crise générale du capitalisme; dans la plupart des pays d'Europe, la satisfaction complète d'une revendication ouvrière, même partielle, remet en jeu le fonctionnement même du capitalisme. Ainsi, à l'heure actuelle en France, l'augmentation générale des salaires porterait un coup mortel à l'édifice boiteux de l'économie française. Pour lutter efficacement pour l'augmentation générale des salaires, que veulent tous les travailleurs, il faut entreprendre, sur le plan politique et syndical, une mobilisation totale des ouvriers contre la classe bourgeoise dans son ensemble; la majorité du prolétariat est tacitement d'accord avec une telle lutte. Mais un résultat durable ne peut être obtenu qu'en portant la bataille à son niveau le plus élevé, au niveau « du gouvernement et du pouvoir », par l'instauration d'un gouvernement qui soit l'expression directe des masses en lutte. En généralisant cet exemple, on arrive à la conclusion: qu'il ne faut pas rechercher un programme intermédiaire entre les revendications actuelles et la lutte révolutionnaire, entre les aspirations des différentes classes exploitées. La voie du socialisme, en France, comme dans tous les pays, on la trouvera dans l'élaboration d'un programme qui, concrétisant, par des mots d'ordre précis, les revendications des travailleurs, assurera la mobilisation générale des exploités contre les exploités, en vue de la réalisation d'un gouvernement des travailleurs qui abordera, dans le cours de son action, les problèmes de la destruction de l'appareil d'Etat.

J. ROBLIN.

UE DANS LES « DEMOCRATIES POPULAIRES »

omiques des régimes de transition

L'Etat ouvrier (1)

d'une telle alliance temporaire pour l'Etat ouvrier, commencent à idéaliser et embellir cette alliance et à redevenir « défaitistes » par rapport à la bourgeoisie « démocratique ».

Les intérêts de la politique extérieure de l'Etat soviétique dictent la politique des Partis communistes et alimentent leur « théorie ». C'est-à-dire, ces partis élaborent *a posteriori* des explications, une ligne, une politique (« Coexistence pacifique », campagne pour la « paix », idéalisation de l'ONU en tant qu'instrument de la « Paix », Front populaire, etc.) pour justifier la politique extérieure de l'Etat soviétique et pour essayer de mobiliser les masses en sa faveur.

A partir d'une telle subordination stricte des partis à l'Etat, ces partis cessent d'élaborer leur ligne en se basant sur les réalités objectives internationales et nationales et les intérêts et possibilités de la classe, mais procèdent par rapport aux impératifs changeants de la politique extérieure de l'Etat soviétique. L'Etat en tant que tel, surtout l'Etat dominé déjà par la bureaucratie, ne procède pas selon une ligne conséquente, une « théorie », mais empiriquement, sous la poussée du besoin immédiat, afin de résoudre les problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentent.

Le Parti qui suivrait l'Etat et voudrait formuler sa ligne, sa théorie selon les actes, la pratique, les raisons de l'Etat, dégènerait rapidement en un appareil opportuniste de plus en plus coupé de la classe.

Ce qui est arrivé effectivement avec les Partis Communistes.

Le stalinisme est la politique et la théorie et le marxisme vus à travers les lunettes de l'Etat soviétique bureaucratique.

Son incohérence, son opportunisme foncier, son genre spécial de simplification et de vulgarisation du marxisme reflètent son effort de « théoriser » la pratique de cet Etat.

Mais on pourrait en dire autant de la politique des communistes yougoslaves et de leurs « théories », eux aussi ayant perdu l'autonomie et l'optique propre du parti au bénéfice des intérêts et de la pratique de l'Etat yougoslave.

Ainsi la déformation à la fois sociale, politique et théorique du Parti se confondant avec le pouvoir, est un phénomène nouveau dans

le mouvement ouvrier, dont nous n'avons pas fini de tirer toutes les conséquences néfastes.

La lutte contre la bureaucratie n'aurait pas de sens si elle perdait de vue cet aspect capital de la question. La seule manière de lutter contre ce danger — avant que le triomphe mondial du socialisme assurant par le développement impétueux des forces productives, l'abondance et la culture n'élimine ainsi les racines du phénomène bureaucratique — est de développer au maximum la *démocratie politique de la classe*. Ce qui doit signifier, non simplement l'existence des soviets, des syndicats indépendants par rapport à l'Etat, et d'un parti révolutionnaire qui reconnait le droit aux tendances en son sein et reste également aussi indépendant que possible de l'administration de l'économie et de l'Etat, mais encore le droit à la pluralité de partis soviétiques.

En effet le parti révolutionnaire peut éviter la bureaucratization et le danger mortel, de se confondre *physiquement et idéologiquement* avec l'Etat bureaucratique qui le menace, après la prise du pouvoir, en faisant corps avec les soviets et les syndicats, avec le gros, l'essentiel de la classe pour contrôler l'Etat et sa bureaucratie.

Mais la garantie la plus importante se trouve encore dans le droit à la pluralité de partis soviétiques, qui est une condition pour qu'il y ait de véritables soviets et syndicats démocratiques, et qui crée constamment une alternative possible au parti révolutionnaire succombant dans l'exercice du pouvoir.

Le parti révolutionnaire qui ne saura exercer le pouvoir sans y succomber au danger bureaucratique renâtra dans un tel cas dans l'opposition, en tant que parti de l'opposition.

Aucun parti n'est le parti révolutionnaire pour l'éternité, par les seuls titres de sa naissance et de son comportement en tant que tel pour une période. Arrivé au pouvoir il se peut qu'il se bureaucratise; il y a même de grandes chances qu'il en soit ainsi. Mais dans ce cas, c'est un autre parti, formé dans l'opposition, qui par ses idées et sa lutte est en réalité le vrai parti révolutionnaire.

Le droit à la pluralité de partis soviétiques, clef de voûte de tout le système de la démocratie politique de la classe, agira automatiquement dans un tel sens.

C'est pour toutes ces raisons que la vraie bataille en démocratie prolétarienne et socialiste se livrera désormais entre nous, marxistes révolutionnaires qui avons médité sur les enseignements les plus profonds de la dégénérescence stalinienne, et les communistes et les centristes de toute nuance, sur la question du droit à la pluralité de partis soviétiques, contre le parti monolithique unique.

FIN

(1) Début de cette série d'articles dans « La Vérité des Travailleurs », n° 53 (fin décembre).